



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DREAL Bretagne**

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 Quimper

Quimper, le 1<sup>er</sup> AVR. 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BUNGE France**

RUE DE YOKOSUKA

ZI Portuaire

29200 Brest

Références : ENV-D-26. 179

Code AIOT : 0005500609

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2026 dans l'établissement BUNGE France implanté ZI Portuaire rue de Yokosuka 29200 Brest. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUNGE France
- ZI Portuaire rue de Yokosuka 29200 Brest
- Code AIOT : 0005500609
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BUNGE France exploite sur le port de Brest une installation de trituration de soja et de colza pour une capacité de 900 000 t/an. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 janvier 2006, modifié par les arrêtés du 27 juin 2008, 15 janvier 2020, 7 juillet 2022 et 10 janvier 2023.

**Les thèmes retenus sont les suivants :**

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Élaboration des procédures – Organisation	Arrêté Préfectoral du 07/04/2006, article Annexe I – 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Vérifications périodiques/sécheur (SGS)	Arrêté Préfectoral du 09/01/2006	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article Annexe - point 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	PMII_Suivi périodique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
10	Propreté	Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 2.3.1	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en place d'un SGS et contour	Arrêté Préfectoral du 07/04/2006, article 7.4.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Procédures de gestion des situations d'urgence	Arrêté Préfectoral du 07/04/2006, article Annexe I.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Audit du SGS	Arrêté Préfectoral du 07/04/2006, article Annexe I.7.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Actions curatives et correctives (SGS)	Arrêté Préfectoral du 09/01/2006	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Facteurs et dispositifs importants pour la sécurité	Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 7.5.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives demandées suite aux inspections des

7 février, 6 mars et 15 mai 2025.

Il est demandé à l'exploitant des actions correctives et des justificatifs relatifs au plan d'inspection de l'extracteur ainsi qu'un nettoyage d'une partie des installations.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en place d'un SGS et contour

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2006, article 7.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 06/03/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du Code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. [...]</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<b>Constats du 06/03/2025 :</b> <p>L'exploitant a mis en place un système de la gestion de la sécurité. Le document "Manuel SGS" a été créé le 07/09/2017 et révisé le 10/02/2025 (version B). Le SGS de l'exploitant indique au 1) Domaine d'application qu'il s'applique à l'ensemble du site de Brest pour toutes les activités ayant lieu dans les aires pouvant générer des accidents majeurs à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• L'aire de dépotage hexane,</li><li>• Le bâtiment d'extraction,</li><li>• Le local sécheur,</li><li>• Les silos journaliers (silos 61, 62, 63, 66)</li><li>• Les silos à coques et tourteaux (67, 71, 72, 73 et 74),</li><li>• La zone de chargement huile,</li><li>• La chaufferie.</li></ul> <p>L'arrêté exige que ce document s'applique <b>aux accidents aux conséquences graves. Ainsi le domaine d'application doit être étendu et pas limité aux accidents majeurs.</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que le SGS n'est pas intégré aux autres systèmes de management mais est interconnecté avec ceux-ci.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a modifié le domaine d'application de son SGS en remplaçant « accidents majeurs » par « accidents importants et majeurs » au I) de son manuel SGS version B du 10/02/2025. Le SGS reste applicable à l'ensemble du site et la liste des installations et activités demeure identique.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

N° 2 : Élaboration des procédures – Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2006, article Annexe I – 3
--

Thème(s) : Risques accidentels, SGS
-------------------------------------

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>
--

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 06/03/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2025</li></ul> |
|---|

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :
--

3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
---

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
---

Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.
--

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.
--

<b>Constats du 06/03/2025 :</b>
---------------------------------

L'organisation mise en place pour l'élaboration des procédures relatives au contrôle d'exploitation suit une procédure plus globale du système de management de la qualité [PG001 : Gestion documentaire - datée du 13/12/2013 et révisée le 29/02/2024].
---

D'après l'exploitant :
------------------------

Les responsables de départements élaborent les procédures et instructions en lien avec l'exploitation des différents équipements du site. Après validation et approbation, les documents sont intégrés au système de gestion documentaire et diffusés aux personnes concernées par courriel. Un système de collecte de remarques est mis en place, permettant à chacun de formuler toute observation sur les documents. Des modifications peuvent faire suite à celles-ci.
--

L'IIC constate :
------------------

Que la <b>procédure LOG01</b> relative au fonctionnement du sécheur présentée en inspection le 7 février 2025 est en cours de révision et d'amélioration.
---

Cette procédure est examinée en séance et des axes d'amélioration sont apportés par l'IIC et modifiés directement par l'exploitant.
---

Elle traite de la gestion du sécheur :
--

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>• en fonctionnement normal,</li><li>• en cas de passage d'impureté,</li></ul> |
|---|

- en cas de panne,
- et en cas de départ de feu.

Concernant l'élaboration des procédures, **leur révision et la nécessaire implication des agents notamment après un accident** : l'exploitant indique que les chefs de quart n'ont pas été consultés pour la procédure LOG01 préalablement mais qu'ils le seront après pour formuler d'éventuelles remarques.

L'IIC souligne que cette procédure standard d'opération LOG01 en vigueur contient un cartouche d'approbation qui **n'est ni daté ni signé** par le responsable de production et le directeur. L'ensemble des documents du SGS en vigueur sont à vérifier.

**La procédure LOG01 actualisée est à transmettre à l'IIC.**

**La procédure IUE001** relative au traitement d'incendie dans le sécheur a également été consultée en séance. Celle-ci a été révisée et améliorée le 25/02/2025 après l'inspection du 7 février 2025.

Il ne s'agit plus d'une « check list » à cocher. L'opérateur étant pris dans le feu de l'action n'est pas en mesure de renseigner ce type de document.

Il est indiqué que le chef de quart, le responsable de production et logistique et le responsable de l'usine doivent être informés du lancement de la procédure. Le travail est effectué par les équipiers de seconde intervention (ESI).

L'IIC note qu'en cas de vidange du séchoir la production est impactée durant 24 à 48 heures. De la même manière le sprinklage n'est ouvert qu'après accord du cadre de permanence et peut induire des dégâts considérables au sécheur.

Enfin, l'IIC a interrogé l'exploitant sur le déclenchement du POI et de l'alerte au SDIS. En effet, la procédure IUE001 ne fait pas le lien avec le POI et l'alerte extérieure, y compris lorsque les ESI arrosent les parois extérieures du sécheur pour éviter l'extension du sinistre.

**De manière générale, une réflexion est à mener sur les décisions à prendre :**

- **entre la gestion de la sécurité et la perte de production ;**
- **la transmission de l'alerte au SDIS.**

#### **Constats :**

Les procédures LOG01 (gestion du sécheur) et IUE01 (Feu dans le sécheur) ont été transmises à l'inspection. Le cartouche approbation est daté et signé (27/01/2026) par le responsable de la production et le directeur de l'établissement.

L'exploitant déclare avoir rencontré le service prévention du SDIS 29 à plusieurs occasions depuis l'incendie du 04/12/2024 pour échanger sur les modalités d'alerte et d'intervention des sapeurs-pompiers.

L'exploitant déclare que les aspects production passent en second plan en cas d'incendie dans le sécheur de graines.

L'inspection a constaté que la procédure IUE01 prévoit la vidange des graines en cas de flamme dans la colonne de graines et/ou cas de feu important se voyant de l'extérieur.

L'exploitant a mis à jour son POI en décembre 2025 (version V7.1) et l'a transmis à l'inspection. La fiche SCENARIO C : SECHEUR du POI est cohérente avec la procédure IUE01.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs des échanges avec le SDIS29.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatifs
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Procédures de gestion des situations d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2006, article Annexe I.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/03/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>5. Gestion des situations d'urgence</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du Code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li> <li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li> </ul>
<p><b>Constats du 06/03/2025 :</b></p> <p>Le manuel SGS (chapitre 5) renvoie vers divers documents (instructions d'urgence, consignes d'évacuation, POI...) selon la gravité de la situation d'urgence. Il précise le schéma d'alerte ainsi que le rôle du témoin/alarme, du chef de quart et de l'astreinte de direction.</p> <p><b>L'IIC note que le déclenchement du POI intervient qu'en cas d'accident majeur dans le manuel SGS.</b></p> <p>Cependant, le POI, dans son scénario « C : sécheur » prévoit une intervention en l'absence de flamme et de fumée comme la procédure IUE001 relative au traitement d'incendie dans le sécheur.</p> <p><b>Une mise à jour du POI et une mise en cohérence des documents SGS et POI s'avère nécessaire.</b></p> <p>Le basculement en procédure POI lors d'un événement doit être analysé au regard de ce qui précède.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le manuel SGS indique que le « POI est déclenché lorsque le sinistre implique un équipement critique et qu'il y a risque d'accident majeur ».</p> <p>Voir la partie « Constats » du point de contrôle n° 2 pour la mise à jour du POI.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Audit du SGS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2006, article Annexe I.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 06/03/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Des procédures sont mises en œuvre pour évaluer de façon périodique ou systématique:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le respect des des objectifs dans le cadre de la politique de prévention des accidents majeurs,</li><li>• l'efficacité du système de gestion de la sécurité et son adéquation à la prévention des accidents majeurs.</li></ul>
<b>Constats du 06/03/2025 :</b> <p>Le SGS fait l'objet d'audits par un organisme extérieur (DEKRA), le dernier date du 07/05/2024, le précédent le 20/04/2022. Il a été demandé en inspection et reçu le 11/03/2025.</p> <p>L'organisme identifie un point perfectible relatif au traitement des programmes informatiques des mesures de maîtrise des risques instrumentés (MMRi). Il préconise la mise en œuvre d'actions correctives pour sécuriser cet aspect. Il formule également des recommandations et pistes d'amélioration sur des points divers.</p>
<b>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Les justificatifs de mise en œuvre des recommandations formulées lors des audits sont adressés à l'IIC.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un tableau reprenant les recommandations suite à l'audit SGS de 2024, les actions à mettre en œuvre et leur état d'avancement.</p> <p>Cinq actions sur huit sont déclarées finalisées. L'échéance pour celles en cours est fixée au 31/12/2026. Pour deux d'entre elles* il est précisé « En cours de modification - pourra être intégrée lors de l'automatisation de certaines parties de l'usine ».</p> <p>* : « Faire passer les MMR en SCI** pour leur gestion » et « Mettre une alarme spécifique aux asservissements liées au MMR (idem SCI) »</p> <p>** : Safety Critical Instrument</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Actions curatives et correctives (SGS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/01/2006
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Actions curatives et correctives (SGS)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 07/02/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li></ul>

- suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/04/2025

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents aux conséquences graves, immédiates ou différées vis à vis des intérêts mentionnés au L. 511-1 du code de l'environnement. [...] Il veille à son bon fonctionnement.

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : [...]

#### **3 - Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation**

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations dans des conditions de sécurité optimales. [...]

#### **4 - Gestion des modifications**

Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.

#### **5 - Gestion des situations d'urgence**

En cohérence avec les procédures du point 2 (identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (maîtrise des procédés et maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne [...] est précisée. [...]

#### **Constats du 07/02/2025 :**

##### **1) Réparation des filtres**

L'IIC a constaté que les portes filtrantes ont été remplacées et que les grilles sous les portes ont été réparées. Cette maintenance avait été planifiée avant l'incident ainsi que la commande des portes filtrantes.

Selon l'exploitant, il s'agissait d'un remplacement à l'identique non significatif, ne nécessitant pas l'application de la procédure MOC (Management of change) définie par le système de gestion de la sécurité (annexe 4). Néanmoins, selon l'exploitant, le maillage des nouvelles portes est plus petit que celui des anciennes portes. **Ce constat pose la question de la gestion des modifications des équipements nécessaires à la prévention des risques.**

L'IIC a constaté que **sur une porte filtrante, la grille se détache de l'armature de la porte sur 2 cm (voir photo).**

Cette anomalie peut-être de nature à faciliter le passage de poussières jusqu'au brûleur. En effet, d'après l'exploitant, la défaillance des portes filtrantes a probablement été à l'origine des différents départs de feu dans le sécheur. **Ce défaut a été rappelé par l'IIC le 6 mars 2025.**

L'exploitant s'interroge désormais sur la suppression de ces filtres et la condamnation des portes pour empêcher le retour de l'air usé vers les brûleurs. Il doit étudier la faisabilité de cette modification.

##### **2) Procédure mise en place en cas d'accumulation de coques dans les graines à sécher (annexe 3) :**

L'exploitant a mis à la disposition de l'IIC la nouvelle procédure intitulée "LOG01" créée le 24/11/2024 et mise à jour le 05/02/2025. Cette procédure a pour objectif de "décrire le fonctionnement du sécheur et les différents paramètres à prendre en compte pour sa conduite en sécurité".

- Concernant les sondes de températures : lors du contrôle du 4 décembre 2024, il s'est avéré que l'exploitant n'avait pas mis en place de procédure relative au remplacement des sondes de température. L'IIC a constaté sur l'écran du poste de commande que les trois sondes de températures qui étaient hors service le 4 décembre 2024 ont été remplacées. La procédure

"LOG01" indique que si 2 sondes consécutives sont **hors service** ou si plus de 3 sondes au total sont **altérées**, le sécheur ne peut plus fonctionner. **L'exploitant distingue les termes "hors service" et "altéré" ; Il n'indique pas non plus les modalités d'arrêt du sécheur.**

- Concernant le nettoyage : La procédure de nettoyage du sécheur est formalisée :
  - 2 nettoyages par semaine au niveau des couloirs et au rez de chaussée du sécheur sont nécessaires. En cas de nécessité, un troisième nettoyage peut être réalisé dans la semaine. L'exploitant a déclaré que ce nettoyage durait 45 minutes.
  - Un arrêt mensuel est programmé pour un nettoyage complet du sécheur (intérieur du sécheur et colonne de graines). L'exploitant a déclaré que ce nettoyage durait une demie journée minimum.
  - Chaque nettoyage est tracé par une fiche. L'exploitant a mis à la disposition de l'IIC une fiche du nettoyage :
    - hebdomadaire incomplète, la date et l'heure ne sont pas renseignées par l'opérateur. La fiche a été validée par le responsable logistique le 6 février 2025 ;
    - mensuel réalisé le 3 février 2025. La fiche a été validée par le responsable logistique le 5 février 2025. L'exploitant a indiqué avoir réalisé un nettoyage complet après vidange du sécheur pour le passage des graines OGM à des graines non OGM.

Le responsable de l'amélioration continue contrôle l'efficacité du nettoyage en cas d'absence du responsable logistique.

La liste des points à vérifier lors du nettoyage est plastifiée et localisée au niveau du sécheur. Elle permet aux opérateurs de cibler les points à contrôler. Il est spécifié que les filtres de ventilation d'air localisés au-dessus du brûleur inférieur doivent être nettoyés.

- Concernant l'impossibilité de mélanger les graines de fin de silo avec des graines contenant moins d'impuretés : Lors de l'incident survenu dans la nuit du 3 au 4 décembre 2024, les graines de fond de silo (contenant davantage d'impuretés) n'avaient pas été mélangées avec d'autres graines contenant moins d'impuretés. Aussi, la procédure "LOG01" prévoit en cas d'impossibilité de mélanger les graines de fin de silo avec des graines contenant moins d'impuretés, l'arrêt des brûleurs et le maintien de la boucle d'eau chaude pour pouvoir continuer le séchage des graines. Cet arrêt nécessite une action de l'opérateur.
- Le nettoyeur permet de séparer les impuretés (coques, bâtonnets) des graines avant l'introduction de celles-ci dans le sécheur. L'intensité du moteur varie en fonction de la présence plus ou moins importante d'impuretés. De part leur caractère facilement inflammable, la maîtrise de cette opération est nécessaire pour limiter le risque d'incendie dans le sécheur.

D'après la procédure "LOG01", si l'intensité du moteur atteint 65% de l'intensité maximale : l'exploitant prévoit désormais d'arrêter les brûleurs manuellement, en complément de l'arrêt automatique de l'élévateur 303 et toute la chaîne en amont du nettoyeur.

A savoir que lorsque le nettoyeur est arrêté, le sécheur n'est plus alimenté et les brûleurs s'arrêtent toujours automatiquement, environ une dizaine de minutes plus tard, par atteinte du niveau bas du sécheur.

La boucle d'eau chaude, indépendante, peut rester active durant la totalité du passage des impuretés.

- Concernant le suivi de l'intensité du moteur du nettoyeur.
- Procédure Feu "IUE01 Feu au sécheur" dans le sécheur (annexe 5) :

L'exploitant a mis à la disposition la procédure "IUE01" relative aux instructions en cas de feu dans le sécheur datée du 1 juillet 2022. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la procédure avait été revue et ne nécessitait pas une mise à jour. Toutefois elle a été modifiée, postérieurement à la visite de l'inspection, le 25 février 2025 et transmise à la même date à l'inspection. Elle reprend les différents scénarios qui peuvent être rencontrés (absence de

flamme, présence de flamme, feu important). Cette procédure contient des cases à cocher ("fait", "pas fait"). L'exploitant a indiqué que ces cases n'ont pas pour objet d'être remplies mais permet aux opérateurs de suivre la procédure en fonction du scénario rencontré.

Par rapport à la version précédente, la procédure prévoit dorénavant :

L'IIC retient qu'en cas de nouveaux départs de feu, l'exploitant a prévu de vidanger le sécheur via les trappes "vide-vite". **Cependant, en cas d'utilisation de ces trappes, un équipement permettant d'étaler les céréales au sol est nécessaire pour éviter le phénomène de talutage (amoncellement de graines au droit des orifices de vidanges pouvant empêcher la vidange totale du sécheur). Le chariot élévateur muni d'un petit godet appartenant à la société BUNGE n'est pas adapté pour ce type d'opération. L'exploitant a déclaré être en discussion avec un prestataire pour avoir accès, pendant les périodes d'astreinte, à un chariot élévateur avec gros godet.**

**L'IIC rappelle que la conduite à tenir en cas d'événements survenant au niveau du sécheur est également précisée dans le Plan d'Opération Interne (POI) dans sa version 2021. La procédure "IUE01" et celle du POI sont différentes.**

- En cas de présence de flamme, de couper l'alimentation en gaz, d'éteindre le feu puis de vidanger la colonne de graines via les trappes "vide-vite" ;
- En cas de présence d'un feu important (visible de l'extérieur), de donner l'alerte, d'arrêter le sécheur et d'actionner les trappes "vide-vite".

#### **Constats :**

L'exploitant a pu constater lors de l'exercice du 15 mai 2025 que la vidange des graines (uniquement via les trappes sud) n'a pas généré de phénomène de talutage.

De ce constat, l'exploitant considère qu'un équipement particulier n'est pas nécessaire pour étaler les graines lors de la vidange.

L'inspection était également présente lors de cet exercice (rapport n°ENV-D-25.482 du 23 octobre 2025) et avait formulé le constat suivant : *« Il a été constaté lors de l'actionnement des trappes vide-vite que celle de gauche ne s'est pas ouverte de suite complètement, quelques secondes se sont écoulées avant l'ouverture totale. Il a été constaté que les graines se sont écoulées correctement jusqu'à la fin de la vidange partielle du sécheur (les trappes de la façade nord n'ayant pas été manœuvrées, la vidange ne peut être totale). »*

Le POI a été mis à jour (version V 7.1 de décembre 2025) et transmis à l'inspection qui a constaté que la fiche « V.3. SCENARIO C : SECHEUR » a été modifiée. Elle prévoit la vidange du sécheur en cas de feu important dans la colonne de graine. La fiche est cohérente avec la procédure « IUE001 : feu sécheur » (version du 27/01/2026).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 6 : Vérifications périodiques/sécheur (SGS)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/01/2006

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérifications périodiques/sécheur (SGS)

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 07/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

- date d'échéance qui a été retenue : 15/04/2025

**Prescription contrôlée :**

3 - Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations dans des conditions de sécurité optimales. [...]

**Constats du 07/02/2025 :**

Contrôle du sécheur :

L'exploitant a déclaré que le sécheur est contrôlé annuellement par la société CFCAI. Il a mis à la disposition de l'IIC le rapport de contrôle de décembre 2023. Suite au contrôle, plusieurs matériels devaient être remplacés dont les ventelles (organe permettant de réguler la circulation d'air dans un espace) au niveau des ventilateurs. L'IIC rappelle que lors de l'incident du 2 décembre 2024, l'exploitant avait détecté, en plus de la quantité très importantes de coques au niveau de la gaine d'aspiration de l'air recyclé, qu'une ventelle d'un des ventilateurs était non fonctionnelle. Ces matériels ont été remplacés fin 2024, soit un an après le contrôle. L'exploitant justifie ce délai de remise en état par le coût des réparations (122 000 €) et le délai de livraison. L'exploitant a précisé que le sécheur ne nécessite pas de maintenance particulière. Les interventions les plus courantes concernent les anomalies électriques.

Contrôle des trappes "vide-vite" :

L'IIC a constaté que les trappes de vidange y compris les organes de commande ont été remplacées.

Suite à l'incident survenu dans la nuit du 3 au 4 décembre 2024 dans le sécheur, l'exploitant a prévu de tester les trappes "vide-vite" lors de la prochaine vidange de sécheur, soit début mars. **Ces trappes ne font pas encore l'objet de consignes relatives à leur entretien et contrôle. L'IIC constate que l'exploitant ne décline finalement pas la procédure de maintenance préventive sur le secteur et ses équipements de sécurité.**

**Constats :**

L'exploitant déclare que la maintenance des trappes a été intégrée dans le logiciel de maintenance. Il prévoit une maintenance et un test de bon fonctionnement annuel lors des arrêts techniques. Un bon de travail est généré automatiquement par le logiciel.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection la procédure de maintenance des trappes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatifs

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Gestion des situations d'urgence**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article Annexe - point 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 15/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite qui avait été actée : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 25/11/2025

**Prescription contrôlée :**

En cohérence avec les procédures du point 2 (identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (maîtrise des procédés et maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.

Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article 17 du décret du 21 septembre 1977 est précisée.

Ces procédures font l'objet de mises en œuvre expérimentales régulières et, si nécessaire, d'aménagement.

**Constats du 15/05/2025 :**

L'exploitant a procédé à un exercice de sécurité. Le thème retenu est un incendie dans le sécheur, avec l'objectif de mettre en œuvre les trappes vide-vite situées sur la face sud du sécheur (compte-tenu de la configuration exigüe de l'installation au droit des trappes vide-vite situées sur la face nord, l'exploitant n'a pas souhaité les manœuvrer lors de l'exercice).

La procédure "IUE001 : feu sécheur" définit les actions à mettre en œuvre selon la nature du sinistre (feu électrique, feu sur les sols/parois ou dans la colonne de graines).

L'exploitant a informé le SDIS et l'astreinte de la DREAL d'une situation d'urgence pour exercice, conformément à la procédure. Les informations transmises étaient claires.

Dans le cadre de l'exercice le scénario « 2 - en présence de flamme » a été simulé.

Il a été constaté lors de l'actionnement des trappes vide-vite que celle de gauche ne s'est pas ouverte de suite complètement, quelques secondes se sont écoulées avant l'ouverture totale. Il a été constaté que les graines se sont écoulées correctement jusqu'à la fin de la vidange partielle du sécheur (les trappes de la façade nord n'ayant pas été manœuvrées, la vidange ne peut être totale).

La fiche "V.3. SCENARIO C : SECHEUR" du POI (version décembre 2021) n'est pas cohérente avec la procédure précitée, notamment en ne prévoyant pas la vidange du sécheur en cas d'incendie de la colonne de graines avec flamme. L'exploitant a indiqué qu'une mise à jour du POI était prévue à court terme.

**Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant identifie les raisons pour lesquelles la trappe vide-vite gauche ne s'est pas ouverte de façon optimale lors de son actionnement et procède aux actions nécessaires pour y remédier, dans un délai de 15 jours.

L'exploitant met à jour son POI pour, notamment, prendre en compte, en compte les modifications de la procédure d'intervention en cas de feu dans le sécheur, dans un délai de 1 mois.

**Constats :**

L'exploitant déclare que l'ouverture partielle momentanée de la trappe gauche est liée à un mauvais réglage du taquet permettant de maintenir la trappe fermée et qu'il y a remédié. Il déclare que le fonctionnement de la trappe a été testée le 23 septembre 2025 et que le test a été concluant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection le rapport du dernier test des trappes de vidange rapide du sécheur.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatifs
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Facteurs et dispositifs importants pour la sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Facteurs et dispositifs importants pour la sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/05/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite qui avait été actée : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/11/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> ... Ces dispositifs et en particulier les chaînes de transmission sont conçues pour permettre leur maintenance et de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude des dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.
<b>Constats du 15/05/2025 :</b> Le bâtiment "sècheur" dispose d'un système de déluge (sprinkler) identifié comme moyen d'intervention dans l'étude des dangers et qui peut être mis en œuvre selon la procédure IUE001 dans le cadre d'un "incendie important se voyant de l'extérieur". L'exploitant indique que ce moyen ne peut être testé en situation réelle compte-tenu des risques de dégradations importantes voire de destruction du sècheur et qu'il ne dispose pas de procédure de maintenance/entretien et d'essai de celui-ci.
<b>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant définit une procédure permettant de réaliser un contrôle régulier de bon fonctionnement de ce système de sécurité, dans un délai d'un mois.
<b>Constats :</b> L'exploitant a rédigé une procédure pour tester le système de déluge (procédure ISE 100 - version du 28/10/2025) à échéance annuelle et l'a transmise à l'inspection. Le test consiste à introduire de l'air comprimé dans le système afin de vérifier qu'il ressort bien sur chacune des têtes d'arrosage et qu'il n'y a pas de fuite sur l'ensemble du réseau à l'aide d'une caméra de détection de fuite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : PMII\_Suivi périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan

d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- ... ;
- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;
- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

L'objet du point de contrôle est de vérifier l'application du plan de surveillance de l'unité d'extraction (extracteur Rotocel n° 122) par l'exploitant et la prise en compte des recommandations de l'organisme chargé de la réalisation des contrôles à l'issue de ceux-ci.

Sur le déroulement de ces inspections, l'exploitant déclare :

- qu'il procède aux actions correctives si possible ou les planifie au prochain arrêt technique sauf en cas de défaut majeur ;
- que les recommandations donnent lieu à des bons de travaux ;
- que ces actions sont de la responsabilité du manager maintenance.

L'inspection a consulté le rapport du contrôle du 14/11/2024 (n°24B0293RI001 – organisme : OTECMI) postérieurement à la visite.

Il fait suite à une inspection visuelle externe. L'organisme conclut que des "indications mineures ont été décelées" dont il indique que les évolutions sont à suivre et des résolutions sont à prévoir lors du prochain arrêt technique. Il recommande l'ajout de deux tapes pleines.

L'inspection a consulté le rapport des contrôles réalisés entre le 22/09 et 02/10/2025 (n°25B0278 RI 01 en date du 28/10/2025 – organisme : OTECMI) postérieurement à la visite.

Il fait suite à des inspections visuelles externe et interne, un examen d'épaisseurs, un contrôle de soudure et une mesure de jeu.

Le rapport indique que les inspections précédentes ont eu lieu en octobre 2021. Le plan d'inspection de l'extracteur (n° 18B0157 PI 001 - rev 02 du 10/02/2025) prévoit une périodicité de moins de 3 ans entre chaque inspection. **L'exploitant n'a pas respecté la périodicité qu'il a lui-même fixée.**

L'organisme a attribué le critère 5 pour les défauts métallurgiques (corrosion sévère) au point de contrôle #16 (Indications de fuite sur la calandre). La mesure prévue par le plan d'inspection est : « Réparations Urgentes. L'équipement doit être mis hors service. »

L'organisme a attribué le critère 4 pour les défauts métallurgiques (perte de paroi détectée > 50% d'épaisseur de paroi nominale) aux points de contrôles #58 (État de l'axe de l'extracteur), #59 (Raidisseurs et supports) et #60 (Panier). La mesure prévue par le plan d'inspection est : « Remplacement à court terme. Selon la situation, une réparation urgente peut être nécessaire ».

Le rapport ne précise pas si les réparations ont été réalisées avant la remise en service de l'extracteur (en fonctionnement le 09/02/2026).

Suites aux inspections visuelles et différents contrôles, l'organisme formule plusieurs recommandations et conclut que l'entretien de l'extracteur est jugé satisfaisant et que la prochaine inspection périodique est prévue en octobre 2028.

L'organisme précise que le plan d'inspection (rev 1) a été mis à jour et est à transmettre à l'exploitant.

Il est constaté que le plan d'inspection indique que l'extracteur a été construit en 1979 alors que les rapports susvisés indiquent qu'il a été construit en 1974. Il est également constaté une différence sur les numéros de plans entre les divers documents.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de veiller à respecter la périodicité de contrôle qu'il a fixé.

Il appartient à l'exploitant de justifier de la mise en œuvre effective des réparations urgentes suite au contrôle de l'organisme pour les points de contrôles cités dans la partie « Constats ». Ces preuves sont transmises à l'inspection sous 15 jours.

L'exploitant transmet le plan d'inspection révisé en précisant les modifications apportées ainsi que leur justification.

L'exploitant vérifie l'année de construction de l'extracteur ainsi que les références des plans de construction et apporte les corrections nécessaires aux documents contenant des informations erronées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 10 : Propreté**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 2.3.1

**Thème(s) :** Autre, Propreté des installations

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

**Constats :**

Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence d'un tas important de poussières au pied du filtre cyclonique. L'exploitant indique qu'il a été nécessaire de le vidanger à terre durant le week-end précédent suite à un problème de bourrage et qu'une intervention est prévue pour le nettoyage.

Il a été constaté la présence de poussières sur plusieurs équipements du bâtiment de traitement mécanique des graines et de celui de l'unité d'extraction. L'exploitant justifie cette présence par la reprise de la production en graines de colza (dont la granulométrie est plus fine que celle du soja) depuis quelques jours et l'apparition de fuites sur divers équipements qu'il ne pouvait constater lors de la production en graines de soja. Il prévoit une intervention pour le nettoyage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en œuvre un nettoyage des installations et les actions correctives nécessaires pour limiter les fuites de matières. Ces actions sont justifiées auprès de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 jours